

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur. . . 18 fr. » c. Poste, 24 fr. » c.
Six mois, — . . . 10 » — 13 »
Trois mois, — . . . 5 25 — 7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront comptés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 20 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

Gare de Saumur (Service des trains de voyageurs).**DÉPARTS DE SAUMUR VERS ANGERS.**

3 heures 09 minutes du matin.
6 — 45 — —
9 — 02 — —
1 — 33 — — soir,
7 — 22 — —

DÉPARTS DE SAUMUR VERS TOURS.

3 heures 03 minutes du matin.
8 — 20 — —
12 — 38 — —
4 — 44 — — soir,
10 — 30 — —
Le train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à h. s.

PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces 20 c. la ligne.
Dans les réclames 30 —
Dans les faits divers 50 —
Dans toute autre partie du journal. 75 —

RÉSERVES SONT FAITES :
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

ON S'ABONNE A SAUMUR,
AU BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et
chez MM. GRASSET, JAVAUD et MILON, libraires.

ÉLECTIONS MUNICIPALES.

MM.

Bersoullé, Charles, négociant.
Besson-Morin.
Bolognesi, Angelo, négociant.
Bouchard, docteur-médecin.
Boutet, Camille.
Bréchnignac.
Bucaille.
Chanlouineau, négociant.
Chivert.
Chudeau.
Clouard.
Coutard, négociant.
Delavau, Victor.
Détriché.
Ducamp-Courtilier.
De Fos, Gustave.
Foucher-Gilbert.
Girard, Édouard.
Gouby aîné, négociant.
Gratien, Frédéric, négociant.
Jouffrault.
Lambert-Lesage.
Moriset, Léon.
Pasquier-Ardouin (Petit-Puy).
Pichon, docteur-médecin.
Ratouis, Charles.
Thoreau, Ernest, négociant.

Chronique Politique.

Nous avons déjà fait allusion à l'article dans lequel la *Correspondance provinciale*, journal officieux de M. de Bismarck, exposait les desseins de la Prusse en ce qui touche l'intervention dans les affaires de France. Voici le texte même de cet important article :

« Si le Gouvernement de Versailles laisse se continuer à Paris une telle situation, cette attitude ne saurait s'expliquer par des raisons d'humanité; on doit l'attribuer au manque de force ou au manque de décision, peut-être à tous les deux. En présence de ces tristes événements, le gouvernement allemand, fidèle au principe qu'il a plusieurs fois formulé, s'est abstenu de toute immixtion dans les luttes intérieures de la France, bien que ces conflits touchent de près à ses propres intérêts et aux droits qu'il tient des préliminaires de paix, et bien qu'il puisse même les compromettre. Que si le Gouvernement de Versailles a plusieurs fois donné à entendre que les Allemands lui auraient fait des offres pressantes d'immixtion à main armée, ces assertions manquent de tout fondement positif, et elles n'auront été sans doute provoquées que par le besoin d'exercer sur l'opinion publique en France une certaine impression.

« Il est vrai qu'en présence des circonstances ac-

tuelles, notre gouvernement a considéré comme un devoir d'honneur de prêter la main à écarter ou à atténuer, autant que possible, tous les obstacles qui pourraient empêcher le Gouvernement reconnu de la France de remplir la tâche difficile que lui imposent ses engagements vis-à-vis de l'Allemagne. Il a donné au Gouvernement de Versailles toutes les facultés praticables, tant par l'ordre donné de renvoyer les prisonniers que par des concessions d'un autre ordre au point de vue de la concentration et du mouvement de grandes masses de troupes, comme aussi par des égards et des concessions d'un autre ordre au point de vue du retard apporté à l'exécution des engagements financiers immédiats.

« Mais si l'on va au-delà de ces points, le gouvernement allemand n'a ni offert ni projeté une immixtion dans les conflits intérieurs de la France. Il ne s'y déterminerait que contre son gré, et seulement si les intérêts de l'Allemagne étaient compromis sérieusement par la marche des événements. En pareil cas, il trouverait dans une armée de 500,000 hommes qui demeure maintenant sur le territoire français, et dont 200,000 pourraient s'avancer en quelques heures jusqu'aux portes de Paris, le moyen d'assurer à ses intérêts une protection prompte et efficace. Toutefois, nous avons le désir et la pleine conviction que la France se sauvera elle-même de cette crise redoutable, et qu'elle arrivera bientôt à une situation qui assurera l'exécution de ses engagements envers l'Allemagne. »

Le Pape, qui, seul des souverains de l'Europe, nous avait témoigné publiquement sa sympathie dans nos revers, ne nous oublie pas dans le désastre plus grand encore qui nous accable aujourd'hui. Une dépêche de Marseille nous apprend qu'ayant reçu ces jours-ci une adresse des dames étrangères, il les a invitées à prier pour une illustre nation plongée dans la désolation, particulièrement pour sa capitale qui, étant trop souvent le centre actif de bien des maux, subit aujourd'hui une dure expiation. « J'ai lu, hier, avec horreur, continua le Pape, dans un journal de Rome qui se prétend modéré, un article dans lequel il est fait des vœux pour le triomphe des communistes de Paris. Prions pour l'Europe, afin que tous voient le gouffre ouvert à leurs pieds, et afin qu'il soit donné aux égarés assez de force pour suivre une voie meilleure. »

Nous avons sous les yeux le projet de budget rectificatif pour l'exercice 1871, qui va être présenté à la Chambre. L'exposé des motifs commence par déclarer que ces rectifications ne portent que sur le budget des dépenses. Quant aux voies et moyens destinés à faire face à ces dépenses, ils seront indiqués dans le projet de loi général qui règlera l'ensemble de mesures financières rendues nécessaires par les obligations imposées par la guerre et par celles qui vont résulter du traité de paix. Ces mesures entraîneront un remaniement du système des impôts. C'est ce qu'on ne pourra faire que lorsque le calme aura été rétabli à Paris, et lorsque les communications rétablies avec Paris mettront aux mains du ministre tous les documents nécessaires.

Les augmentations de dépenses s'élèvent à 34,796,415 fr. pour le service des emprunts et autres dépenses obligatoires. Dans cette somme se trouvent compris 15 millions pour les intérêts de l'emprunt contracté à Londres par la délégation de Tours.

Mais on propose par contre des réductions s'élevant à 114,915,582 fr., parmi lesquelles nous remarquons en chiffres ronds, et en réunissant les budgets ordinaire et extraordinaire: 32 millions représentant les dépenses de la Liste civile, la dotation des princes et du Sénat, 14 millions sur le ministère de la justice, 200,000 fr. sur celui des affaires étrangères, 11,900,000 fr. sur celui de l'intérieur, 18 millions sur celui des finances, 54,900,000 fr. sur celui de la guerre, 18 millions sur celui de la marine, 4 millions sur celui de l'instruction publique, 2,500,000 fr. sur celui de l'agriculture et du commerce, 24 millions sur celui du commerce et des travaux publics; il faut ajouter au total de ces réductions 5 millions provenant des retenues qui doivent atteindre les traitements de tous les fonctionnaires, à partir du 1^{er} juillet.

Le nombre des bataillons de la garde nationale de Paris qui refusent le service que leur impose la Commune, augmente tous les jours: dans le 14^e arrondissement, les 104^e et 46^e bataillons ont refusé de marcher sous le prétexte qu'on ne leur donnait pas les vivres de campagne.

D'un autre côté, les officiers se plaignent de l'insubordination, de la... timidité de leurs hommes. Dombrowski a écrit au *Cri du Peuple* une lettre pour déclarer qu'il va faire passer devant la cour martiale les commandants du 22^e et du 261^e bataillon dont nous avons raconté la fuite précipitée à Neuilly. Cette même cour martiale jugeait douze fédérés du 105^e bataillon, accusés de refus de marcher à l'ennemi.

Le colonel s'est efforcé d'excuser ses compagnies en prétendant qu'elles n'avaient ni cartouches, ni vivres. Il serait trop long d'entrer dans le développement du système de défense de chacun des accusés; presque tous les officiers se retranchent derrière le mauvais vouloir de leurs hommes qui, arrivés place Vendôme, avaient commencé à murmurer et s'étaient dispersés en partie, en franchissant la porte Bineau. Ce qu'il y a de curieux, c'est que le jugement, au lieu d'atteindre seulement les prévenus, a enveloppé, dans une peine commune, tout le bataillon qui a été licencié; en outre, il a été décidé que les officiers, sous-officiers et gardes de ce bataillon seront versés comme simples gardes dans les autres bataillons, et incapables de se présenter d'ici trois mois à aucune élection civile ou militaire, à peine de nullité de l'élection. Mais, dans trois mois, où sera la Commune? Ajoutons que le jugement a condamné deux des accusés aux travaux forcés à perpétuité.

Pour les articles non signés: P. GODET.

Faits Divers.

Dans le conseil de guerre qui a eu lieu, à la préfecture, sous la présidence de M. Thiers, le maréchal Mac-Mahon a exposé son plan d'attaque

pour occuper un quartier de Paris. Le maréchal veut épargner, autant que possible, le sang de nos soldats, éviter la guerre des barricades dans les rues, c'est pourquoi il compte surtout bombarder successivement les quartiers occupés par les insurgés, jusqu'à ce qu'ils aient péri ou déposé les armes.

Toutes les mesures sont prises pour l'organisation des cadres de la garde nationale de l'ordre au moment de l'entrée de nos troupes dans Paris; des chefs de bataillons, des capitaines et autres officiers ont été désignés pour commander et rallier dans chacun des 20 arrondissements.

L'effectif réel des troupes régulières de toutes armes qui sont, en ce moment, à la disposition du gouvernement de Versailles est de 150 mille hommes; leur esprit est excellent.

Tous les zouaves quittent Versailles pour se rendre à Toulon et aller réprimer les insurrections en Algérie.

M. l'amiral Pothuau, toujours intrépide, a voulu aller voir par lui-même les travaux militaires. Près de Châtillon, un obus est tombé près de lui, et un éclat a frappé à la cuisse son aide-de-camp, le commandant Brown, officier de marine très-distingué, qui a partagé tous les périls de l'amiral pendant le siège. Mais la blessure est légère, l'éclat d'obus a été extrait, il n'y a aucune fracture, et les amis du valeureux officier peuvent être rassurés.

A Corbeil, un conflit a éclaté entre les soldats d'un poste bavarois et un attroupement d'ouvriers. Un officier bavarois ayant été maltraité, les soldats allemands sortirent le sabre à la main et repoussèrent la foule. Une dizaine d'ouvriers ont été blessés.

Il se produit dans les esprits à Paris un courant d'idées analogue à celui que l'on avait remarqué à la fin du premier siège. — Le mouvement militaire prend de plus en plus le dessus sur le mouvement politique. — Les dissensions de la Commune, les polémiques des journaux passent inaperçues pour les 40 ou 50 mille hommes qui sont entraînés dans le courant de la garde nationale. Les généraux Cluseret et Dombrowski ont supplanté l'élément civil et sont les maîtres de la situation.

D'après le récit de plusieurs personnes sorties de Paris le 26, l'aspect de la grande ville continuait à être aussi morne et aussi lugubre que les jours précédents. Peu de monde dans les rues; les magasins sont presque tous fermés; le commerce presque nul. Partout l'inquiétude, la crainte, et aussi la conviction que cette situation atroce ne peut plus durer. La Commune ne trouve plus personne; tout le monde prévoit sa chute, l'attend et l'espère.

L'émigration continue à Paris, et la ligne du Nord ne suffit plus au transport des voyageurs qui encombrant la gare; mardi, tous ceux qui avaient leurs billets n'ont même pas pu partir, faute de place; mais le service n'est nullement interrompu, comme on l'avait annoncé à tort. Tous les trains marchent comme d'habitude.

M. Raoul Rigault a donné sa démission de délégué à la sûreté générale. M. Cournet est désigné comme son successeur.

— La section de l'Internationale séant à Bati-gnolles demande à la Commune de punir comme calomniateur tout citoyen colportant des bruits de pillage, ou simplement soupçonné de connaître un fait véritable de pillage, et qui ne l'aurait pas dénoncé à l'autorité. Ce projet de décret est trop conforme aux manières habituelles d'agir du gouvernement communal, pour qu'il ne s'empresse pas de l'adopter.

— On annonce qu'une tentative de *pronunciamiento*, en faveur de la Commune de Paris, a eu lieu à Montluçon (Allier). Elle a été aussitôt réprimée par la force armée; plusieurs arrestations ont été faites.

— On songe, paraît-il, à transformer notre artillerie. On vient d'essayer au Creusot les premiers canons en acier fabriqués de toutes pièces dans cette usine. Les canons, se chargeant par la culasse, sont du système du colonel Reffeye et du modèle dit de 7. Les essais ont donné les meilleurs résultats.

La supériorité de l'artillerie prussienne, due en partie aux fameux canons Krupp, disparaîtra quand notre armée sera pourvue des nouveaux canons dont on a commencé la fabrication.

— On télégraphie de Bruxelles au *Standard* qu'il est question d'un emprunt français de deux milliards et demi, à cinq pour cent, émis à 83 fr. L'émission aurait lieu à Paris, à Londres et à Amsterdam.

— La première mesure d'assimilation que le gouvernement allemand a prise en Alsace a été de rendre l'instruction obligatoire comme en Allemagne. La *Gazette de Strasbourg* publie un arrêté qui décrète que les enfants de six à quatorze ans devront fréquenter les écoles publiques ou les écoles privées, organisées de la même manière. A partir du 1^{er} mai, le lycée de Strasbourg sera transformé en gymnase.

— La *Situation*, de Londres, rapporte le bruit d'après lequel l'ex-empereur Napoléon serait sur le point de quitter Chislehurst pour s'établir dans le Yorkshire; puis le journal bonapartiste ajoute mystérieusement: « Nous n'avons aucun doute que Chislehurst ne soit bientôt abandonné, mais nous ne croyons pas que si ses hôtes le quittent, ce soit pour se retirer plus avant dans les brouillards britanniques. »

— Les dépêches reçues par les députés de l'Algérie présentent toujours sous un jour grave la situation de notre colonie. L'insurrection a un caractère odieux de sauvagerie. On parle de massacre d'Européens et de plusieurs villes cernées par les Arabes.

— On assure que les commandants de l'armée allemande, notamment le général Fabrice, sont assez préoccupés de la difficulté qu'ils ont de maintenir la discipline dans leur armée au milieu de la population française. Les soldats cantonnés à Saint-Denis sont surtout travaillés. C'est un genre de propagande dont nous n'avons pas lieu d'être bien fiers.

— L'agitation provoquée par l'association internationale se manifeste avec plus ou moins de gravité dans tous les pays d'Europe. Nous signalions l'autre jour les symptômes de cette agitation en Angleterre. Une dépêche de Madrid nous apprend qu'un journal vient de paraître dans cette ville qui se fait l'écho de l'insurrection de Paris. Ce journal a pour titre les *Etats-Unis d'Europe*.

— La plupart des garibaldiens expulsés de Marseille se sont concentrés à Rome, où ils paraissent attendre des instructions.

— On mande de Rome que le Pape a demandé à M. Jules Favre, par l'intermédiaire de l'ambassade de France, des nouvelles de la captivité de Mgr Darboy.

— Une dépêche de Madrid annonce que M. Gambetta est arrivé dans cette ville. Il a visité la chambre des Cortès.

— Un fait singulier vient de se produire à Francfort. Un soldat français, alsacien d'origine, s'est présenté dans les bureaux du baron Charles de Rotschild et demanda le baron. Il voulait la remise immédiate de quatre millions de francs et menaçait de faire sauter, par explosion, le logis s'il obtenait un refus. Les commis ne virent dans l'inconnu qu'un fou, qu'un maniaque et le prièrent de se retirer. Alors le visiteur prit une allu-

mette chimique, l'approcha du sac de voyage qu'il tenait à la main, et une détonation formidable brisa vitres et bureaux. Deux agents de change qui se trouvaient là furent blessés. Le soldat alsacien a déclaré plus tard qu'il appartenait à une association qui avait résolu de mettre à mort tous les banquiers. M. de Rotschild avait été choisi comme première victime. Ce fou a été remis aux mains de la justice locale.

— Une grave nouvelle arrive de Munich. Le chanoine Dollinger, qui a combattu le dogme de l'infailibilité et qui a refusé de se soumettre aux décisions du Concile, vient d'être frappé d'excommunication par l'archevêque de Munich.

— D'autre part, la Bohême continue à se souvenir qu'elle est la patrie de Jean Huss. Il s'y produit en ce moment un mouvement schismatique qui repousse l'infailibilité du pape, demande l'emploi de la langue du pays dans la liturgie, et la convocation d'un concile national.

Chronique Locale et de l'Ouest.

La liste démocratique de Saumur n'est pas encore connue. Mercredi soir, il y a eu une réunion à la loge maçonnique; mais il n'a pas été possible d'arrêter une liste complète.

D'après les *on-dit*, neuf membres du conseil actuel seraient démissionnaires, et parmi les noms nouveaux mis en avant on cite MM. Guiot-Fourneau, Auguste Gasmont, Guérineau, Coulon, Jarry, Luard, Liénard, Voisin.

On annonce pour aujourd'hui la publication de cette nouvelle liste qui est vivement attendue par le public.

On lit dans l'*Union de l'Ouest*:

La démocratie angevine a tenu dimanche une réunion mi-partie électorale et politique. Nous en empruntons le compte-rendu à deux journaux différents, afin de conserver intégralement notre impartialité de rapporteur désintéressé.

Nous lisons dans le *Patriote* de mercredi (*mardi* ou même *lundi*):

« Hier a eu lieu dans la salle de l'Elysée du Mail, une première réunion privée en vue des prochaines élections municipales. Un grand nombre de républicains y assistaient.

» M. Cubain, l'organisateur de la réunion, a prononcé une très-patriotique allocution qui a été chaleureusement applaudie. L'orateur a annoncé qu'une adresse à l'Assemblée se signait en ce moment dans tout le département, dans le but de réclamer la cessation de la guerre civile par la reconnaissance de la République. Il a engagé tous les bons citoyens à prêter leur concours à cette manifestation pacifique.

» Des démarches seront en même temps faites auprès des villes et des départements dans le but de leur demander leur adhésion à l'adresse angevine. Une commission a été nommée séance tenante pour s'occuper activement de ces démarches.

» La réunion a ensuite arrêté une liste de candidats pour les prochaines élections.

» Mais le succès de la journée a été surtout pour l'adresse qui a été patronnée par le *Patriote*. Cette adresse est déjà revêtue d'un grand nombre de signatures les plus honorables. Grâce à l'appui que nous prêtent désormais les hommes les plus influents du parti républicain, nous croyons pouvoir dire qu'elle est réservée à un immense succès, en dépit des manœuvres de nos adversaires et de nos ennemis. »

Voici maintenant le compte-rendu de la même réunion, tel qu'il est communiqué au *Journal de Maine-et-Loire* par un témoin peu discret.

Compte-rendu exact et fidèle.

La séance ouvre à midi.

Dans la salle, 300 personnes au plus.

COMPOSITION DU BUREAU.

Au premier plan: Orateurs: M^e Cubain, en cravate blanche, et M^e Rousseau, le binocle à l'œil.

Au second plan: Une table avec le verre d'eau sucrée traditionnel.

Troisième plan: Et, passablement dans l'om-

bre, six membres, parmi lesquels, je crois, MM. Glétron, Gautron, Tendron, Dabry-Latté, etc.

Avant d'entrer, tous les assistants, ou à peu près, ont été priés de signer une pétition qui ressemblait beaucoup à celle qu'a récemment publiée le *Patriote*.

M^e Cubain ouvre le feu, et par quelques paroles chaleureuses, bien senties et surtout vigoureusement applaudies, chauffe la signature de la pétition, qui devra se continuer après la séance.

Là se termine la première partie de la séance, et M^e Cubain prend un verre d'eau sucrée.

Encouragé par les applaudissements donnés à son premier essai de pétition, M^e Cubain passe à un autre, mais toujours de plus en plus fort, comme chez Nicolet.

« Angers, dit-il, aura sa pétition et protestera contre les événements de Paris et de Versailles; très-bien! mais Angers n'est qu'Angers, et cela ne suffit pas. »

Pour lors, M^e Cubain se rappelle la fameuse *Ligue du Midi*, et propose ce qui suit:

« Angers émettra une seconde pétition, des délégués seront nommés et chargés d'y faire adhérer les villes voisines: Nantes, Rennes, Laval, le Mans, Tours, Poitiers. La pétition deviendra alors imposante, capable d'influer sur les décisions de Paris et de Versailles. »

En un mot, M^e Cubain, dans un but certes louable en lui-même — celui d'arrêter l'effusion du sang français, — propose de renouveler dans l'Ouest ce qui s'est fait dans le Midi, de créer une Ligue de l'Ouest, dont Angers sera l'âme, et dont, à Angers, M^e Cubain sera naturellement la tête.

M^e Cubain fait donc valoir les avantages de sa proposition: « Nous serons, dit-il, nombreux à signer, et nous demanderons à Paris et à Versailles de cesser les hostilités. »

— « Mais s'ils ne veulent pas? » crie une voix.

— « S'ils ne veulent pas, » reprend M^e Cubain qui cherche une réponse, « s'ils ne veulent pas... Eh bien! il faudrait retirer la pétition — ou, si nous étions les plus forts, faire une intervention armée. »

— « Oui, une intervention armée... AU PROFIT DE LA COMMUNE, » crie une voix qui reste sans écho.

M^e Cubain lit alors la pétition: « Voyez-vous, dit-il, comme elle n'est pas spéciale à Angers, que ce n'est pas comme l'autre une affaire de famille (oh! M^e Cubain!!!), il faut qu'elle soit douce et plus effacée. »

La formule est adoptée, et M^e Cubain réclame la nomination d'une commission chargée de la faire signer à Angers et dans les grands centres voisins.

Aussitôt l'assemblée lui répond tout d'une voix: « Cubain et le bureau. » — Accepté.

La commission se compose de MM. Cubain, Rousseau et des autres membres du bureau.

M^e Cubain prend un second verre d'eau sucrée, et la seconde partie de la séance est finie.

Nous arrivons sur le terrain brûlant, la question locale, les élections: chacun le sent, chacun s'y prépare: M^e Rousseau essuie son binocle; M^e Cubain apprête un troisième verre; c'est fini, tout est prêt: Attention!

M^e Cubain prend la parole, c'est-à-dire continue à la garder: on voit bien que M. Trouessard n'est pas là, sans cela... Au reste, nous pouvons dire que M^e Cubain s'en tire à merveille: il est là dans son élément, suivant le fil de ses pensées, répondant à celui-ci, interpellant celui-là, reprenant son discours, tournant, virant, causant, sans jamais crier grâce ni merci.

Après quelques mots d'exposition, M^e Cubain arrive droit au fait et met la question des candidats sur le tapis.

« Nous avons 32 candidats à élire; en principe, voulez-vous admettre que tous les membres de la commission municipale qui accepteront, seront portés sur notre liste? »

Suit un petit speech en l'honneur de ces messieurs; en deux mots je le résume: ils ont été à la peine, il faut qu'ils soient à l'honneur.

Une liste est arrêtée mais non sans beaucoup de tapage, de bruit, de cris, de tumulte.

La séance va se lever; M^e Rousseau soulève un lièvre malencontreux:

« Vous avez, dit-il, nommé des délégués pour s'entendre avec les villes voisines; les voyages

coûtent cher; cette assemblée est nombreuse, je propose de répartir les frais entre... »

A ces mots les fronts se rembrunissent.

M^e Cubain prend vite la parole:

« Non, non, il n'y a pas besoin d'argent; il suffira d'écrire et nous nous en chargeons. »

Sur ce, la séance est levée, et, après un dernier petit speech en faveur des candidats et de la liste adoptée, on s'en va signer, entre deux bocks, les fameuses pétitions Cubain.

M. Duphénieux, sous-préfet de Saumur, recevra tous les jours.

Pour chronique locale et faits divers: P. GODET.

Dernières Nouvelles.

On écrit de Versailles, à la date du 26:

« Hier soir, à minuit, le tocsin sonnait dans Paris, à toute volée: que se passait-il? Il est difficile de le dire; mais il est probable que ce n'était pas sans quelque gravité. A l'heure qu'il est, la canonnade redouble d'intensité sur le fort d'Issy. »

Il est parfaitement inexact que le fort de Charenton ait été remis à nos troupes par les Prussiens.

Versailles, 26 avril, 8 h. matin.

Le fort d'Issy ne répondait plus, hier, que faiblement à nos batteries.

On croit à l'évacuation prochaine par les insurgés.

La canonnade contre le fort a continué cette nuit pour empêcher les réparations.

Nos pontonniers ont établi un pont de bateaux entre Puteaux et Neuilly.

Les opérations vont continuer activement.

Versailles, 26 avril, 8 h. 50 soir.

Le fort d'Issy a cessé à midi de répondre à notre feu, mais les batteries extérieures continuaient à tirer.

Une parallèle a été ouverte contre le fort d'Issy.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Versailles, 27 avril, 5 h. 45 s.

Chef du pouvoir exécutif à préfets et sous-préfets.

Les opérations de l'armée ont continué dans la journée d'hier; notre artillerie a maintenu son feu avec une supériorité marquée et surtout décisive contre le fort d'Issy. Elle n'a pu ni voulu éteindre le feu du fort de Vanves qui n'était pas l'objet de ses efforts. Elle n'a songé qu'à le contenir; mais elle a dirigé ses coups sur le fort d'Issy, qui n'est plus la difficulté de nos opérations, tant il est réduit au silence; tout au plus fait-il entendre un coup de canon d'heure en heure, pour donner signe de vie; mais, nous le répétons, il n'est plus désormais à craindre.

L'armée a poursuivi ses cheminement sur notre gauche (droite du fort d'Issy), et, sans s'astreindre aux opérations d'un siège en règle, elle a fait des pas en avant, de manière à ne plus permettre à l'ennemi des retours offensifs.

Cette nuit, le brave général Faron, à la tête de 100 fusiliers marins, 500 hommes du 101^e de ligne, 4 compagnies du 35^e de ligne, a abordé la difficile position des Moulineaux.

L'élan des troupes a singulièrement abrégé la lutte et diminué nos pertes. Des maisons, des barricades ont été successivement enlevées, et les Moulineaux sont restés en notre pouvoir, couverts des corps de l'ennemi.

Sur le champ, le génie a pris ses précautions et assuré la situation de nos troupes.

Nous ne sommes plus qu'à 8 ou 900 mètres du fort d'Issy. Pendant ce temps tout se prépare sur l'étendue entière de notre ligne, depuis Neuilly jusqu'à Meudon, pour rendre nos opérations aussi efficaces que rapides.

Pour les dernières nouvelles: P. GODET.

P. GODET, propriétaire-gérant.

M. SICARD, dentiste, rue des Lices, 32, Angers.

Saumur, imprimerie de P. GODET.